

**Convention collective**

IDCC : 8112. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE  
(ILE-DE-FRANCE, SEINE-ET-MARNE EXCEPTÉE)  
(6 décembre 1963)**

(Etendue par arrêté du 9 décembre 1999,  
*Journal officiel* du 18 décembre 1999)

■ *Journal officiel* du 29 novembre 2008

**Arrêté du 20 novembre 2008 portant extension d'un avenant à  
l'accord collectif relatif au régime de prévoyance « frais de  
santé » applicable aux salariés non cadres des exploitations de  
polyculture et d'élevage des départements de la région Ile-de-  
France, Seine-et-Marne exceptée**

NOR : *AGRS0827730A*

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1999 portant extension de l'accord collectif du 31 août 1999 relatif au régime de prévoyance « frais de santé » applicable aux salariés non cadres des exploitations de polyculture et d'élevage des départements de la région Ile-de-France, Seine-et-Marne excepté, et les arrêtés successifs portant extension des avenants à l'accord précité ;

Vu l'avenant n° 4 du 30 juin 2008 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 4 septembre 2008 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'avenant n° 4 du 30 juin 2008 à l'accord collectif du 31 août 1999 relatif au régime de prévoyance « frais de santé » applicable aux salariés non cadres des exploitations de polyculture et d'élevage des

départements de la région Ile-de-France, Seine-et-Marne excepté, sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de l'accord susmentionné.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 novembre 2008.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des affaires financières,  
sociales et logistiques,*  
F. DE LA GUÉRONNIÈRE

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/37, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.